

**Ville d'ARGENTAN**

**CHAUFFAGE URBAIN**

**CONVENTION DE DELEGATION DE  
PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION DE  
CHALEUR**

**Avenant n° 5  
au contrat de Délégation de Service  
Publics du 09 mars 2007**

Entre les soussignées :

**- LA VILLE D'ARGENTAN**

Représentée par son Maire, Monsieur Frédéric LEVEILLÉ, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 03 juillet 2020.

ci-après dénommée "**LA COLLECTIVITE**",

d'une part,

et :

- **Dalkia**, Société Anonyme au capital de 220 047 504 euros, dont le siège social est localisé au : 204 Rue Sadi Carnot - 59350 SAINT-ANDRÉ-LEZ-LILLE,

inscrite au Registre du Commerce de LILLE sous le numéro : B 456 500 537

Agissant en tant que Délégataire du service public de distribution d'énergie calorifique du chauffage urbain d'ARGENTAN

Représentée par Monsieur Julien BEN, Directeur du Centre Opérationnel de Basse Normandie - Le Havre - Pays de Caux, sis 9 Allée de Cindais, 14320, Saint-André-sur-Orne

-

ci-après dénommée "**LE CONCESSIONNAIRE**",

d'autre part,

## PREAMBULE

Les Parties ont conclu un contrat de Délégation de Service Public de production et de distribution d'énergie calorifique sur le territoire de la commune d'Argentan en date du 26 mars 2007 pour une durée de vingt-cinq ans (ci-après le « Contrat »).

Ce Contrat a été modifié par avenants successifs dont le dernier (avenant N°4) est en date du 01 mars 2017.

L'avenant N°1 portant sur le remplacement de l'indice EMT ; en date du 19 octobre 2009.

L'avenant N°2 portant sur la révision des conditions de résiliation des polices d'abonnement avant échéance et la mise à jour de deux indices utilisés dans les formules d'indexation des tarifs suite aux modifications de l'INSEE ; en date du 30 août 2012.

L'avenant N°3 portant sur l'ajout d'une nouvelle source énergétique (chaleur cogénérée) et par conséquent, la modification des tarifs de base et les indexations des tarifs ; en date du 10 novembre 2015.

L'avenant N°4 portant sur la définition de la formule de révision du prix de la chaleur cogénérée ainsi que la formule de révision du prix de l'énergie produite au gaz naturel comme prévu via l'avenant N°3 ; en date du 01 mars 2017.

Dalkia, fournisseur de chaleur auprès des abonnés, est considéré par les articles du Code de l'Énergie comme "obligé" et doit contribuer à l'abondement des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) auprès des services de l'État pour le financement de la transition énergétique du pays.

Par voie de conséquence, et comme le prévoit l'article 71 aux points 9 & 10 « Révisions des tarifs de la chaleur et de leur indexation » du contrat de concession, les tarifs du service sont soumis à réexamen en cas d'évolution de la législation et/ou de la réglementation.

**En conséquence, les Parties sont convenues de ce qui suit :**

### ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet :

- De modifier l'article 60.2 Terme R1,
- De modifier l'article 60.4 Tarif de base,
- De modifier l'article 62.1 Indexation des tarifs - Terme R1.

### ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 60.2 TERME R1

Article 60.2 du contrat de concession :

*Le terme R1 est un élément proportionnel représentant le coût des combustibles ou autres sources d'énergie réputées nécessaires, en quantité et en qualité, pour assurer la fourniture d'un MWh de chaleur nécessaire aux besoins du chauffage et/ou de l'eau chaude sanitaire au poste de livraison de l'Abonné.*

*Pour chaque combustible utilisé, est défini un terme R1 ; il est précisé par un indices complémentaire (b pour le bois et g pour le gaz naturel).*

*Le terme R1 tient compte de la mixité des combustibles telles que définie ci-après :*

$$R1 = a \times R1b + b \times R1g$$

Une facture de décompte est établie en fin de saison pour impacter le prix réel gaz constaté sur la saison et le partage des économies liées à une amélioration de la proportion d'énergie produite à partir de la biomasse.

Si la proportion d'énergie produite à partir de la biomasse constatée en fin de saison, dépasse 87%, un décompte est établi pour partager à égalité le gain entre la mixité réelle et la mixité par défaut de 87 %.

Article 60.2 du contrat de concession modifié par l'avenant N°3 :

La prix R1 résulte de la somme des trois termes R1b, R1g et R1c, pondérés de coefficients tenant compte de la mixité des énergies, respectivement énergie bois, énergie gaz naturel et énergie cogénérée.

$$R1 = a' \times R1b + b' \times R1g + c' \times R1c$$

Formule dans laquelle :

- $a' + b' + c' = 1$
- R1b : Prix du MWh livré en poste de livraison produit à partir de la chaufferie bois
- R1g : Prix du MWh livré en poste de livraison produit à partir de la chaufferie gaz
- R1c : Prix du MWh livré en poste de livraison produit à partir de l'unité de cogénération

La valeur de base du R1g reste inchangée, les valeurs du R1b et R1c sont celles définies dans le tableau ci-dessous :

	Jusqu'au 1 <sup>er</sup> juillet 2015	Du 1 <sup>er</sup> juillet 2015 au 31 déc 2015	Du 1 <sup>er</sup> janvier 2016 au 31 oct 2016	Du 1 <sup>er</sup> nov 2016 au 31 déc 2016	Après le 1 <sup>er</sup> janvier 2017
a'	87%	87%	87%	65%	65%
b'	13%	13%	13%	13%	13%
c'	0%	0%	0%	22%	22%
R1b	24,971 €	26,969 €	28,048 €	28,048 €	28,609 €
R1g	74,204 €	74,204 €	74,204 €	74,204 €	74,204 €
R1c				28,048 €	28,609 €
R1	31,372 €	33,110 €	34,048 €	34,048 €	34,536 €

Les valeurs sont établies à la date du 28 février 2015

Le contrat de base prévoit à l'article 60.2 un partage des gains si la mixité bois est supérieure à 87 %. Ce dispositif reste identique, par contre il portera sur la somme des mixités entre la part biomasse et la part chaleur cogénérée.

Dans la cadre du présent avenant N° 5, il est ajouté à l'article 60.2 Terme R1, un terme R1CEE.  
Ainsi la Terme R1 devient :

$$R1 = a' \times R1b + b' \times R1g + c' \times R1c + R1CEE$$

Les autres modalités de l'article 60.2 du contrat de concessions (modifié par l'avenant N°3) sont conservées.

## ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 60.4 TARIF DE BASE

Il est ajouté à l'article 60.4 Tarif de base, la valeur du terme R1CEE au 01/01/2024 :

$$R1CEE_0 = 2,97 \text{ €/MWh}$$

Période 2023-2025		
Coefficient d'obligation	0,786	Basé sur la vente totale de chaleur et de froid du Concessionnaire sur le territoire national en 2024
CEE classique : C.cla	0,313	MWhcumac/MWh
CEE précarité : C.pré	0,62	MWhcumac/MWh
Valeur Ref Classique	7,38	€HT/MWhcumac connu au 01/08/2023 (moyenne pondérée de Juillet 2023)
Valeur Ref Précarité	7,58	€HT/MWhcumac connu au 01/08/2023 (moyenne pondérée de Juillet 2023)

La source pour définir la valeur du CEE € est disponible publiquement sur la plateforme [www.emmy.fr](http://www.emmy.fr)

$$R1\ CEE_0 = 0,786 \times 0,313 \times (7,38 + 7,58 \times 0,62) = 2,97\ \text{€/MWh}$$

### ARTICLE 3 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 62.1 INDEXATION DES TARIFS - TERME R1

Le terme R1CEE sera révisé comme suit :

$$R1CEE = R1CEE_0 \times \frac{CEE}{CEE_0}$$

$$CEE = C.cla \times (\text{Valeur Ref Classique du mois} + \text{Valeur Ref Précarité du mois} \times C.pré)$$

$$CEE_0 = C.cla_0 \times (\text{Valeur Ref Classique du mois}_0 + \text{Valeur Ref Précarité du mois}_0 \times C.pré_0)$$

C.cla = coefficient d'obligation CEE classique période en cours

C.cla<sub>0</sub> = 0,313

C.pré = coefficient d'obligation CEE précarité période en cours

C.pré<sub>0</sub> = 0,620

Valeur Ref Classique du mois = valeur connue du mois

Valeur Ref Classique du mois<sub>0</sub> = 7.38 valeur connue au 01/08/2023 (Prix moyen pondéré)

<https://www.emmy.fr/public/donneesmensuelles?selectedYearCee=2023&precarite=false&selectedYearCotation=2023#graphic-cotation>

Valeur Ref Précarité du mois = valeur connue du mois

Valeur Ref Précarité du mois<sub>0</sub> = 7.58 valeur connue au 01/08/2023 (Prix moyen pondéré)

EMMY représente le prix moyen pondéré des échanges de MWhcumacs sur le mois m-1.

L'ensemble des données sont publiés sur le site internet <https://www.emmy.fr/public/donnees-mensuelles>

La révision du terme R1CEE a lieu 4 fois par an (1er Janvier, 1er Avril, 1er Juillet, 1er Octobre).

### ARTICLE 4 – DATE DE PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet au 01/01/2024.

### ARTICLE 5 – AVENANT AU REGLEMENT DE SERVICE

Par conséquent le règlement de service est modifié par un avenant 1. Il est joint en annexe du présent avenant.

**ARTICLE 5 – CLAUSE GENERALE**

Toutes les clauses et conditions du Contrat et de ses avenants antérieurs demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions du présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestations.

Fait à SAINT ANDRE SUR ORNE, le

LA COLLECTIVITE,

LE CONCESSIONNAIRE,

Le Maire  
Frédéric LEVEILLÉ

Le Gérant  
Julien BEN